

INNOVER LA POLITIQUE ?

Pour qui ou pour quoi voter ?



© Magazine L'appel - Frédéric ANTOINE

Être ou paraître : le monde politique ne semble plus se poser la question. Pour exister, hommes et femmes politiques choisissent maintenant d'abord de se montrer plutôt que de défendre des idées. Tentation de séduire par son image parce qu'on n'a plus rien à dire ? Ça promet pour le méga-scrutin de ce 25 mai.

CE 25 MAI.

Trois choix à faire...

Magnette et Di Rupo sur le site internet du PS, Lutgen et Milquet sur celui du cdH, Michel sur celui du MR, Hoyos... mais aussi la photo de famille du gouvernement Di Rupo sur celui d'Écolo... Tous les partis en lice pour les prochaines élections placent en première ligne des portraits de leurs personnalités les plus

en vue. Et il faut souvent fouiller avant de trouver une référence aux programmes électoraux quelque part sur la page portail des sites des partis politiques (voir encadré). Début avril, dans certains cas, les partis avouaient eux-mêmes que leur programme général, ou pour l'un ou l'autre des trois scrutins du 25 mai, n'était pas (encore) disponible. Par contre, pas

de souci pour revoir en ligne la dernière intervention publique du président. Ce document-là était bien accessible, et fréquemment renouvelé.

NORMAL ?

À la veille non pas d'une mais de trois élections simultanées, est-il anormal



de voir apparaître tous ces visages ? La mécanique politique de la délégation, sur laquelle se fonde la démocratie par représentation parlementaire, ne repose-t-elle pas sur le choix d'hommes et de femmes chargés de siéger et de décider au nom des concitoyens qui les ont choisis ? Comme ce sont des êtres humains et non des machines à voter que l'on envoie dans les parlements, il n'y a rien d'extraordinaire à voir ceux qui souhaitent devenir représentants chercher à se faire connaître ou à se rappeler à la mémoire des électeurs. À condition que cette présentation permette de distinguer les candidats, d'identifier leurs particularités et leurs idées, propositions et choix de société. Et c'est bien sûr ici que le bât blesse. Les campagnes d'image ne valorisent le plus souvent que les grands ténors. Et ne permettent pas de départager les candidats sur des choix de programme.

STORYTELLING

Dans le sillage du courant de peopolisation qui touche de plus en plus de sphères de la société, l'attention est désormais focalisée sur quelques individualités, traitées comme de véritables personnages tels qu'on en trouve dans les fictions. La technique de communication politique du storytelling, en vogue depuis le début 2000, a rendu ce mode de présentation obligatoire. La politique doit dorénavant être incarnée dans des « acteurs » dont des profession-

nels se chargent de raconter l'histoire, en valorisant les péripéties événementielles au détriment des contenus de discours. La « pandaisation » de la vie politique belge constitue le plus bel exemple récent de cette occultation du fond par la forme, que ce soit dans le chef d'un Premier ministre en quête de popularité à tout crin ou dans celui d'un leader nationaliste flamand visant le même objectif. Dans le chef de ce dernier, l'importance de l'image et de la personnification n'est d'ailleurs pas un fait récent. Faut-il rappeler que sa notoriété s'est établie grâce à un jeu télévisé très populaire dont il avait été le vainqueur plusieurs semaines de suite, de telle sorte que la chaîne avait fini par le proclamer « *l'homme le plus intelligent de Flandre* » ?

Quant au Premier ministre, son récent passage dans le léger talk-show télévisé

L'attention est désormais focalisée sur quelques individualités politiques, traitées comme de véritables personnages tels qu'on en trouve dans les fictions. La politique doit dorénavant être incarnée dans des « acteurs ».

Sans Chichis a, lui aussi, fait jaser. N'abordant aucun sujet politique, mais parlant admirablement bien (et avec sourire) de lui-même, l'intéressé a davantage séduit un public non acquis en 69 minutes de télévision qu'en plusieurs années de meetings ou de distribution de tracts sur les marchés.

HOMOGENÈNE

Vivre le monde au travers de ceux qui le font est essentiel, car la terre est d'abord humanité. Mais trop d'incarnation ne finit-elle pas par tuer ce qui doit être incarné, de faire le monde... et donc de pratiquer une politique ? La séduction est essentielle à la vie. Hommes et femmes n'y échappent pas. Suivant les conseils des publicitaires, les politiques aujourd'hui en usent et abusent, ne cherchant pas à convaincre mais à charmer, voire à envoûter. Mais si un sourire, un regard, le bleu d'un œil ou le négligé d'une veste suffisent à faire craquer dans l'isolement, c'est aussi que le contenu du message est passé au second plan, ou a fini par perdre tout intérêt. La spectacularisation du politique coïncide en effet avec une homogénéisation

de plus en plus marquée du discours et des programmes. Devant des politiciens incapables de se démarquer sur des questions de contenus et d'enjeux, que reste-t-il à l'électeur comme autre agent discriminant que le profil des candidats ?

Il serait donc peut-être un peu rapide d'accuser la peopolisation du politique d'être la

seule cause de la fin des débats de fond sur les programmes. L'absence de grands projets de société distincts se traduisant dans des choix clairs et concurrents s'avère aussi cause de la réduction du politique au paraître.

Frédéric ANTOINE

CHASSE AUX PROGRAMMES

Pas facile de mettre la main sur les programmes des partis ! Début avril, seul le PS place l'annonce de son programme bien en vue sur son site, invitant à cliquer pour télécharger un document de... 500 pages (qu'on peut aussi feuilleter en ligne), ou consommer de manière ramassée, en 26 pages de propositions concrètes.

Sur sa page de garde, Écolo n'affiche qu'une annonce de ses douze propositions principales. Il faut cliquer sur un onglet « priorités et programme » pour finalement accéder à une table des matières... dont seulement 14 thèmes sur 40 renvoient à des pages précises. Ce n'est qu'ensuite qu'il est possible d'accéder aux programmes en pdf.

Au cdH, la première page du site n'annonce que « *10 propositions pour mieux vivre à découvrir* ». Aucun lien sur les programmes. En tapant « programme » dans le moteur de recherches, on finira par trouver un lien vers un texte annonçant que « *l'écriture du programme est en cours* »...

Au MR, enfin, il faut descendre tout tout en bas de la première page pour trouver un intitulé « élections 2014 » qui mène à une page annonçant que « *les programmes fédéral et européen seront disponibles prochainement* », et renvoyant aux programmes bruxellois (70 pages, superbement présentés) et wallon (266 pages de texte dense, sans la moindre once de présentation).

Cherche nouveau souffle, élections s'abstenir

Côté pile, une démocratie, avec ses taux d'abstention spectaculaires lors des scrutins. Classique mais inquiétant. Côté face, des idées et des expériences. Surprenantes, imparfaites, elles ouvrent des perspectives, dans un système électif usé.



DÉMOCRATIE.

Carton rouge pour les vieilles recettes.

Les récentes élections municipales françaises l'ont à nouveau montré avec leur taux d'abstention record : le citoyen traîne la patte quand il s'agit d'aller voter. Est-ce le signe d'une simple indifférence ? « *Le non-participant participe à sa façon, avec ses jambes*, écrit Paul Ariès dans son livre *Nos rêves ne tiennent pas dans les urnes. Il marque son dépit à l'égard des institutions, il dit à sa façon que les représentants ne le représentent pas.* »

HORS D'USAGE ?

Au lendemain du premier tour de ces municipales, Marc Magnéry, jeune conseiller communal à Dison, près de Verviers, se fendait de cette formule : « *Lorsque le sage montre une démocratie à bout de souffle (abstention entre 38 et 39%), l'idiot regarde le score du FN.* » En Belgique, le caractère obligatoire du vote masque à peine ce phénomène d'abstention. Le 25 mai, selon les moyennes observées ces dernières années, près de 15% des électeurs ne se présenteront pas aux urnes ou n'émettront pas de vote valable. « *La démocratie est fatiguée* » note David Van Reybrouck, auteur d'un récent essai intitulé *Contre les élections*. Il constate qu'elle manque d'inventivité. « *On semble oublier qu'il y a toute une série de procédures qui sont imaginables, d'autres formes de participation des citoyens. Mais on a tout réduit à une seule procédure : les élections. Cela a assez bien fonctionné pendant deux siècles, mais entre l'époque où les élections ont été inventées et notre époque actuelle, beaucoup de choses ont changé, notamment au niveau des médias...* »

NOUVELLE ÈRE

L'absence de projets mobilisateurs, de programmes même, est-elle seulement imputable aux nouveaux modes de communication ? Ce serait oublier le poids déterminant d'autres éléments qui n'existaient pas lors de l'adoption du suffrage universel mixte, en 1948. Avec, en premier lieu, l'ouverture des marchés, au fur et à mesure de la construction européenne d'abord, à l'heure de la mondialisation ensuite. Les réalités des traités européens et internationaux s'imposent aux États, qui se voient vidés d'une grande partie de leur marge de manœuvre sur des politiques essentielles. Et là où se prennent les grandes décisions, à Bruxelles par exemple, les lobbies ont un pouvoir d'influence déterminant. Il semble loin, le temps où les programmes des vainqueurs des élections préfiguraient leur politique. Loin, donc, le temps où l'électeur pouvait clairement se sentir acteur d'une société démocratique.

NOUVELLE DÉMOCRATIE ?

Alors émergent des expériences. Le G1000 en a été un exemple. Avant les élections de 2012, 1000 citoyens avaient été tirés au sort pour participer à une simulation de démocratie délibérative. Ils avaient été 700 à relever ce défi. Le principe ? Mettre autour de la table des personnes qui ne sont pas prisonnières de leur carrière politique. Car gouverner, dans le système électif actuel, c'est en même temps déjà faire campagne pour le scrutin suivant. À l'issue du processus, les conclusions du G1000 sur trois thèmes importants avaient été transmises aux parlementaires. Qui avaient pris acte, mais sans donner suite. Preuve que les

citoyens sont en avance sur le monde politique ?

David Van Reybrouck, qui était l'un des initiateurs de ce G1000, défend l'idée du tirage au sort dans le fonctionnement même des institutions. Il cite en modèle d'autres pays innovant en la matière. « *Par exemple, en Irlande, vient de s'achever la Convention constitutionnelle, où ont travaillé ensemble, une année entière, 66 citoyens tirés au sort avec 33 élus. Les résultats, tout récents, sont spectaculaires : cette assemblée de 99 participants a révisé huit articles de la Constitution irlandaise, notamment celui sur le mariage homosexuel.* » Dans la panoplie des alternatives, les pratiques de démocratie directe sont souvent citées. En Belgique, la Constitution ne prévoit pas la possibilité d'organiser des référendums. Dans d'autres pays, ils sont fréquents à divers niveaux de pouvoir et permettent, sans doute, de concerner davantage les citoyens sur l'une ou l'autre question précise. Le récent référendum suisse sur l'immigration rappelle cependant que la démocratie directe ne produit pas nécessairement les orientations les plus nuancées... L'absence de solutions miracles met en évidence, justement, que la démocratie n'est pas un système figé mais une exigence toujours en marche. Il n'y a pas si longtemps, le printemps arabe révélait que cette aspiration garde un sens crucial en contexte de dictature. Traversant la Méditerranée, l'appel à la démocratie était devenu un cri de révolte : « *démocratie réelle* » clamaient les indignés sur les places espagnoles. Depuis, la société civile s'est mise en marche. Certains petits pays innovants ont pris acte. Est-ce au tour de la Belgique ?

Guillaume LOHEST

Corvée des urnes ou responsabilité citoyenne ?

Pourquoi les élections flanquent-elles le blues à certains citoyens ?

Et comment comprendre les diverses formes d'abstentionnisme qui témoignent d'un désengagement ou d'un « à quoi bon » ? Pour John Pitseys, philosophe, juriste et chercheur au Crisp, il est urgent d'inventer de nouvelles techniques d'exercice de la démocratie.

« Il faut savoir ce qu'on entend par le mot corvée, insiste d'emblée John Pitseys. Soit les gens ne vont pas aux urnes parce qu'ils ne ressentent pas d'intérêt, soit ils ont l'impression que cela ne changera rien. L'élection est plutôt perçue comme un simulacre. Ne pas voter est déjà l'expression d'une colère ou d'une exaspération. Pour moi, cette idée que les élections sont une corvée n'est peut-être pas centrale. »

Bien sûr, un méga-scrutin comme celui de mai 2014 pourrait aussi signifier que les citoyens ne s'y retrouvent plus dans les méandres des niveaux de pouvoir. Mais pour John Pitseys, les critiques du système démocratique ne sont pas neuves. « Il faut se rendre compte que la démocratie a toujours été en crise ou l'objet de suspicion. La démocratie est le seul régime qui donne le droit aux personnes qui y sont soumises de la contester ou de juger de son caractère illégitime. »

CRISE DE LA REPRÉSENTATION

« C'est surtout le modèle de la démocratie représentative qui a le plus souvent prêté le flanc à la méfiance. Le mécanisme du vote qui aboutit à une représentation parlementaire est assez récent. Il date d'environ 250 ans. Historiquement, il s'agit d'un compromis entre élargir l'accès à la participation et le restreindre. Une opposition entre un principe de souveraineté populaire et un principe de type aristocratique, où le pouvoir est exercé de manière rationnelle par ceux qui sont les plus compétents et donc qui disposent de plus de ressources. C'est seulement à partir du moment où les mouvements sociaux se sont emparés de la question du suffrage universel que ce compromis est devenu un enjeu de lutte démocratique et que la représentation est devenue progressivement synonyme de démocratie. »

Sous les cieus démocratiques, il est donc aujourd'hui admis que plus nombreuses sont les personnes qui votent, plus il y a de démocratie. Même si certains émettent



JOHN PITSEYS.

« La démocratie ne se résume pas au vote. »

toujours des doutes sur le fait que la démocratie représente le bien commun et que la démocratie représentative incarne réellement la souveraineté du peuple.

LES PARTS DU GÂTEAU

« Il y a une difficulté croissante à identifier la base sociale sur laquelle s'exerce la démocratie. En d'autres termes, il est plus compliqué pour les citoyens de savoir à qui doit s'adresser la norme et d'où elle émane. C'est la question de la territorialité au sens large. Qui décide : est-ce l'État ? Des institutions internationales ? Des institutions privées multinationales ? Ici, on touche à la notion même de peuple, avec à la fois des questionnements sur l'idée d'État-Nation », analyse le philosophe politique.

Mais aux facteurs historiques déjà évoqués, il faut bien sûr ajouter des facteurs conjoncturels. En période de crises sociale et économique, les parts du gâteau à partager rétrécissent.

« Cette interrogation est source d'autres remises en cause : que la démocratie puisse contribuer au bien commun, de manière

efficace et prometteuse. On parle souvent de crise de la sociale démocratie, mais en réalité, il s'agit bien de la crise des trois courants classiques : la social-démocratie, le libéralisme et la démocratie chrétienne. Aucun de ces courants ne peut plus promettre une augmentation de la croissance, de l'emploi ou du bien-être. »

Devant cet affaiblissement des courants idéologiques, on évoque un phénomène de « colère résignée » au sein de la population. Selon le chercheur, « La plupart des gens ne savent plus pour quel parti voter. »

RENFORCER LA PARTICIPATION

« Cette crise prendrait sans doute d'autres formes si les citoyens avaient l'impression qu'en agissant politiquement leur colère compterait. La crise est d'abord celle de la participation démocratique. À partir du moment où on ne sait pas qui prend la décision, on ne sait pas comment participer à la décision. Sans savoir à quel endroit agir, il est difficile de s'impliquer en politique. Et s'il n'y a plus de lieu visible, la notion même d'espace public devient très relative », conclut John Pitseys.

Il est dès lors urgent d'inventer de nouvelles techniques d'exercice de la démocratie, qui viendraient compléter le système actuel. John Pitseys en évoque trois : « Les techniques de démocratie directe comme la consultation populaire, les référendums ou les votations ; les techniques de démocratie participative où l'idée est de rapprocher la décision du citoyen et de l'y associer ; ou encore, les techniques de démocratie délibérative qui reposent sur l'idée que la démocratie ne se résume pas seulement au vote et à la prise de parole. » De nouvelles voies qui mériteraient d'être développées, malgré la frilosité des représentants politiques face à ces initiatives...

Stephan GRAWEZ

Retrouver l'interview complète avec John Pitseys sur : www.magazine-appel.be
Rubrique « Les + de L'appel »